

France – Hezbollah : liaisons dangereuses ?

Alors qu'il est extrêmement affaibli par sa guerre avec Israël, tant sur le plan politique que militaire, le Hezbollah reste une force au Liban et dispose encore d'une manne financière importante. De surcroît, il pourrait bénéficier d'un soutien inattendu, notamment en France.

« La résistance n'abandonne pas ses objectifs et elle se relèvera. Nous n'avons pas peur ni de vos missiles ni de vos roquettes. »

Cette déclaration a été signée par le nouveau chef du Hezbollah, Naim Qassem (en direct depuis son bunker), lors des funérailles de son prédécesseur Hassan Nasrallah, ce dimanche 23 février à Beyrouth.

Ces mots ont été prononcés après que des avions de Tsahal (armée israélienne) ont survolé la ville au moment de cet hommage national, qui aurait réuni, selon des médias officiels sur place, près de 1,2 million de personnes.

La démonstration de force du mouvement chiite n'ayant pas effrayé l'armée israélienne, celle-ci a effectué une série de frappes aériennes sur des « dépôts d'armes dans la vallée de la Bekaa » avant cette cérémonie. Le 27 septembre 2024, Israël avait éliminé le leader du Hezbollah, trois jours après que les forces israéliennes avaient lancé une opération terrestre limitée au Sud-Liban.

Cette troisième guerre du Liban avait commencé le 8 octobre, au lendemain des attaques meurtrières et barbares perpétrées par le Hamas dans le sud d'Israël. Le Hezbollah a alors décidé d'envoyer des drones et des roquettes en « front de soutien aux Palestiniens ». Ces attaques sur le nord de l'État hébreu ont forcé à l'évacuation des résidents des localités frontalières dès le 9 octobre, dont plus 60% ont pu regagner leurs foyers.

Si cette guerre semble pour l'instant terminée (le cessez-le-feu du 27 novembre 2024 est toujours en vigueur), le Hezbollah est bien plus qu'un simple groupe terroriste : c'est une machine surpuissante.

Les origines du Hezbollah

Avant d'évoquer ses relations avec la France, revenons sur la création de ce mouvement. Le Hezbollah (« Parti de Dieu » en arabe) naît en 1982, pendant la première guerre du Liban et l'invasion israélienne. Il se donne alors pour mission de « résister à l'envahisseur israélien ». Le rôle de la toute jeune

République islamique d'Iran est fondamental dans l'expansion de ce mouvement chiite au Sud-Liban.

Dès le départ, l'Iran finance et arme ce groupe, qui devient « son champion régional », le proxy le plus puissant de « l'axe de la résistance ». Au fil des années, il combat l'occupation israélienne et obtient gain de cause en 2000, lorsque Tsahal se retire du Sud-Liban, territoire conquis en 1982. De nombreux affrontements ont eu lieu depuis, notamment en 2006, lors de la seconde guerre du Liban, où le groupe a plus que tenu tête à l'armée israélienne.

La distinction entre branche armée et politique : un piège inexplicable ?

Depuis les années 1990, le Hezbollah dispose d'une « branche politique ». Il est donc considéré à l'étranger comme un parti politique libanais qui se présente aux élections et qui représente (avec le mouvement Amal) la population chiite. Le parti islamiste dispose d'ailleurs d'une majorité relative au Parlement libanais. Avant la guerre, il comptait des ministres au sein du gouvernement et bloquait l'élection présidentielle depuis deux ans.

Cette aile politique n'est pas indépendante de la milice armée. En réalité, comme pour le Hamas, elles sont « les deux faces d'une même résistance armée contre l'entité sioniste ». Elles n'ont cependant pas le même rôle : la branche militaire s'organise comme une armée régulière d'un État souverain, tandis que la branche politique lui fournit la légitimité, quadrille le territoire grâce à son influence dans l'appareil d'État libanais, et contrôle la population.

En réalité, elles sont toutes deux terroristes. Un « député » du Hezbollah a d'ailleurs déclaré clairement à la télévision française que son parti menait des actions militaires à la frontière.

La plupart des pays occidentaux considèrent le Hezbollah comme une organisation terroriste. Cependant, certains établissent une distinction entre la branche militaire et la branche politique. C'est le cas de plusieurs pays de l'Union européenne, et plus particulièrement de la France. À l'inverse, l'Allemagne et le Royaume-Uni reconnaissent l'ensemble du mouvement comme terroriste, considérant de facto ses députés et ministres comme « membres d'une organisation terroriste qui participent activement aux combats ».

Les relations avec la France

Le Liban, ancien protectorat français, occupe une place particulière dans la politique étrangère française. Si, dans l'opposition de droite et d'extrême droite, on a salué l'opération d'explosion des bippers et des talkies-walkies les 17 et 18 septembre 2024 (attribuée aux services secrets israéliens), à gauche, on a

condamné « l'agression israélienne au pays du Cèdre ». Jean-Luc Mélenchon et La France Insoumise sont même allés jusqu'à dénoncer des « actes de guerre, et l'inaction de la communauté internationale ».

Au sein du gouvernement, les relations avec Israël, pourtant allié de la France, sont restées complexes. Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères, avait très fortement condamné les bombardements dans la Dahiyeh, la banlieue sud de Beyrouth, considérée comme le quartier général du Hezbollah. Le président Emmanuel Macron a également eu des mots très durs :

« On parle depuis quelques jours d'une civilisation à défendre contre la barbarie, mais on ne défend pas la civilisation en semant soi-même la barbarie. »

Le président n'a jamais nommé directement le Hezbollah, et pour cause. D'après notre confrère Georges Marbourt du *Figaro*, « après l'explosion du port de Beyrouth, Emmanuel Macron aurait signé un accord avec Ali Hayemi, ministre des Transports, encarté au Hezbollah. L'accord prévoirait une non-dénonciation par la France des actions militaires menées par ce groupe, en échange de quoi ce dernier ne s'opposerait pas à la reconstruction du port par la France. »

Rappelons que cette mouvance est responsable de la mort de 58 militaires français lors de l'attaque du Drakkar en 1983.

De surcroît, Jean-Yves Le Drian, envoyé spécial du président au Proche-Orient, a rencontré le 9 janvier, jour de l'élection présidentielle libanaise, Mohamed Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah.

Officiellement, les deux hommes se sont entretenus uniquement pour parler de la récente trêve entrée en vigueur avec l'État hébreu, mais il se pourrait qu'ils aient évoqué la suite de l'accord.

Bien qu'extrêmement affaibli tant sur le plan militaire que politique, le Hezbollah garde une manne financière énorme, des milliers de combattants, et dispose de cinq ministres (non officiellement étiquetés comme tels) dans le nouveau gouvernement, dont celui des Finances, un portefeuille stratégique.

Le journaliste et politologue expert de l'islamisme Mohamed Sifaoui a titré son nouveau livre (à paraître le 16 avril 2025) *Hezbollah : de Beyrouth à Paris, la milice prépare son retour*. Avant sa mise sous presse, le président Emmanuel Macron a condamné, ce vendredi 30 mars 2025, « une violation du cessez-le-feu », après une frappe de l'armée israélienne à Beyrouth sur un entrepôt de drones appartenant à la milice libanaise, en réponse à des tirs de roquettes sur les localités du nord d'Israël.

Le pays du Cèdre est à la croisée des chemins, alors que le *Wall Street Journal* évoque une possible invasion israélo-américaine à plus grande échelle du Liban pour démanteler ce qui reste du groupe islamiste (cf. les propos tenu le 13 juillet par Tom Barak, l'envoyé spécial du président dans la région : « Si le Liban ne bouge pas, ce sera à nouveau Bilad el-Cham »).

Pour parer à cette menace, le gouvernement libanais évoque de son côté un désarmement de toutes les milices du pays, car le Hezbollah ne doit surtout pas faire partie de la reconstruction du Liban, au risque de le voir replonger dans la guerre – et la région, dans le chaos.

Si la France veut jouer un rôle dans cette région, elle doit y veiller et ne pas confondre **realpolitik** et **soumission**.